



RAPPORT

Rééquilibrer nos finances en 3 ans

*Think tank indépendant dédié à la croissance, à la
compétitivité et à la prospérité*

septembre 2024

Fondation Concorde, Septembre 2024

Pour rétablir nos comptes, les hausses d'impôts sont à proscrire.

Alberto Alesina, Carlo Favero et Francesco Giavazzi, économistes de Harvard, ont clairement mis en évidence que les ajustements budgétaires axés sur les dépenses sont "associés à des récessions mineures et de courte durée, et dans de nombreux cas, pas de récession du tout" tandis que "les ajustements fondés sur l'impôt sont associés à une récession et profonde et prolongée". Le risque de récession d'une consolidation budgétaire par l'impôt est d'autant plus élevé en France que nous détenons le record mondial de prélèvements en proportion du PIB. De nouveaux impôts ne peuvent qu'étouffer encore davantage l'économie en désincitant au travail, à l'investissement en faisant fuir les investisseurs à l'étranger.

Par exemple, après avoir réduit d'un tiers sa dépense publique, la Suède a connu pendant les 20 ans qui ont suivi une croissance économique supérieure de 60 % à la croissance française :

Dépense publique en % du PIB	1993	2022	Evolution
France	55 %	58 %	+ 5 %
Suède	71 %	48 %	- 32 %
PIB par habitant en dollars courants			
France	22 380	40 963	+ 83 %
Suède	24 425	56 373	+ 131 %

Pas de retour à l'équilibre budgétaire sans croissance, c'est-à-dire plus de travail, d'investissements et de productivité. « Si la France avait eu la même évolution de la productivité que l'ensemble de la zone euro et si la France avait le taux d'emploi des pays de la zone euro où le taux d'emploi est élevé, le niveau du PIB de la France serait supérieur de 15,3 % à celui d'aujourd'hui, et le déficit public serait inférieur en France de 8,3 points de PIB. C'est-à-dire que la France aurait un excédent budgétaire et le revenu des Français serait en moyenne supérieur de 15%. » Natixis (Flash Economie 23 novembre 2023 n° 675).

Accélérer les politiques de l'offre en les centrant sur l'industrie pour 3 raisons :

-L'industrie est le meilleur pourvoyeur de recettes fiscales et sociales : un emploi industriel génère au total 204 000 euros de valeur ajoutée dans l'ensemble de l'économie, compte tenu d'un multiplicateur moyen de 2 (INSEE).

-L'industrie permet de rééquilibrer notre balance commerciale et notre balance des paiements dont les déficits nous obligent à nous endetter tout simplement pour les financer.

-L'industrie crée de bons emplois qui ne nécessitent pas d'être complétés par des aides sociales.

Et relancer la construction de logements sans dépenses budgétaires nouvelles en :

- simplifiant la Réglementation Energie qui pénalisent l'électricité décarbonée par rapport au gaz carboné
- desserrant la contrainte ZAN (zéro artificialisation nette) pour les petites communes
- en remplaçant les normes PMR d'accessibilité aux handicapés pour les logements neufs par des normes d'adaptabilité.

Ces mesures:

- a) se font à coût nul et au contraire développent l'emploi et les recettes fiscales et sociales
- b) baissent le coût de la construction de 10 %
- c) apportent des solutions à la terrible crise du logement qui frappent les jeunes, jeunes actifs et étudiants.

Nos services publics ne manquent pas de moyens, ils manquent de gestion. Comment le pays le plus dépensier au monde peut-il manquer de moyens pour ses services publics ? L'accroissement continu des moyens consacrés à nos services publics a eu pour effet de les exonérer des efforts de gestion. Les comparaisons internationales montrent que nous dépensons plus que dans les autres pays avec des résultats moins bons :

- 3ème rang sur 49 pays pour les dépenses de santé rapportées au PIB (12,1 % du PIB) après les Etats-Unis et l'Allemagne mais 11ème rang pour l'âge de mortalité, 12ème rang pour la mortalité évitée rapportée à l'âge, 26ème rang pour la mortalité infantile.
- 9ème rang pour les dépenses d'éducation mondiales dans le PIB (données OCDE 2020) mais 23ème rang en mathématiques pour les jeunes de 15 ans (OCDE PISA 2022), 32ème sur 33 pays en mathématiques en CM1 (enquête TIMSS).

Conclusion : un blocage de la dépense publique en Euros courants conjugué à des politiques de l'offre permet de parvenir à l'équilibre de nos finances publiques en 3ans.

[Débureaucratiser pour réduire la dépense publique et relancer la croissance.pdf](#)

Ce blocage procure des économies immédiates (à hauteur du taux d'inflation) et surtout oblige à agir et à repenser les fonctionnements publics en utilisant pleinement la règle de fongibilité des dépenses et en mettant en place une véritable gestion des ressources humaines de la fonction publiques pour pouvoir réallouer les moyens. De très importantes marges de manœuvre budgétaires peuvent en outre être dégagées en faveur de secteurs sous dotés (Police-Justice par exemple), si l'on s'attaque dans le même temps aux principales anomalies budgétaires aussi bien en termes de dépenses que d'accroissement des recettes fiscales et sociales :

Objectifs de moyen terme	Économies annuelles budgétaires potentielles	Supplément de recettes annuelles potentielles
Administrations territoriales	35 milliards d'euros	
Retraite à 65 ans	10 milliards d'euros	20 milliards d'euros
Complexité administrative	5 milliards d'euros	18 milliards d'euros
Agences de l'État	8 milliards d'euros	
Fraude sociale	15 milliards d'euros	
Allocation sociale unique	2 milliards d'euros	6 milliards d'euros
Organisation de la santé	5 milliards d'euros	
Total	80 milliards d'euros	44 milliards d'euros



*Think tank indépendant dédié à la croissance, à la
compétitivité et à la prospérité*

Michel Rousseau, Président de la Fondation Concorde
Christian de Boissieu, Président du conseil scientifique
Philippe Ansel, chef économiste

fondationconcorde.com



17, rue de l'Amiral Hamelin

75116

01 72 60 54 39

info@fondationconcorde.com